



Prix: 250 Fcfa

Vision d'AFRIQUE

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 347 du 29 / 12 / 2022

FISCCA-RH, un cabinet de référence au Togo

P.4



Vers la mise en place d'une cour martiale au Togo P.3



Mieux comprendre l'intérêt, la portée et les innovations apportées au nouveau code de justice militaire

6ème édition des Awards de la bonne gouvernance à Abidjan P.2

“C'est ensemble et dans l'expression soutenue et conjuguée de nos forces que nous saurons relever les défis de l'accélération de l'Afrique en marche” L'invite de Me Louis Biyao



BONKOUNGOU DISTRIBUTION se positionne à Lomé

Des Equipements de qualité et à moindre cout pour vos projets de grandeur

P.7

6ème édition des Awards de la bonne gouvernance à Abidjan

'C'est ensemble et dans l'expression soutenue et conjuguée de nos forces que nous saurons relever les défis de l'accélération de l'Afrique en marche' L'invite de Me Louis Biyao

L'Observatoire Africain pour la Promotion de la Bonne Gouvernance (O.A.P.B.G) a célébré le 23 décembre 2022 plusieurs personnalités qui feront l'Afrique de demain lors de la 6ème édition des awards de la bonne gouvernance. Par leur leadership, ils sont identifiés par un jury Panafricain comme étant des acteurs de développement du continent. Parmi les lauréats, 4 togolais ont reçu les grands prix. Il s'agit notamment de Dr Sandra Ablamba Johnson, elle a remporté le prix spécial pour le développement économique et la promotion de l'investissement Privé au Togo et le prix du Leadership Féminin au Togo. Colonel Gnama Latta, Directeur de la société Aéroportuaire Gnassingbé Eyadema a reçu le prix Panafricain du Manager Aéronautique. Louis Biyao, avocat au barreau de paris, conseiller juridique de la Chaîne

Panafricaine New World TV, Prix Panafricain du Meilleur Avocat d'Affaires Africain Exerçant au barreau de Paris.

La télévision New World TV, meilleure Chaîne de télévision en Afrique Subsaharienne Francophone. Lors de la soirée de cette reconnaissance, Me Biyao, a dans sa reconnaissance au nom des récipiendaires donné un vibrant discours dans lequel il a remercié les autorités togolaises et les lauréats et a estimé que "C'est ensemble et dans l'expression soutenue et conjuguée de nos forces que nous saurons relever les défis que nous lance à cet instant même l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance, l'accélération de l'Afrique en marche"

Lisez Plutôt

Monsieur le président l'Observatoire Africain pour la promotion de la bonne gouvernance (OAPBG),

Autorités civiles, militaires, traditionnelles et religieuses,

Mesdames, Messieurs les journalistes et communicateurs,

Mesdames, Messieurs les invités en vos rangs et grades respectifs,

Chers frères et sœurs, camarades et compatriotes récipiendaires, Mesdames et Messieurs,

1. Au moment où j'ai reçu l'information d'être l'un des nominés au prix de l'excellence à la 6ème édition du dîner de gala de l'OAPBG, je fus animé de deux sentiments : le doute et la volonté de faire dissiper le doute. D'abord un sentiment de doute car j'ai pensé à ma modeste personne parmi les nombreux confrères exerçant au sein du barreau de Paris. Puis vint ensuite la volonté de faire dissiper ce doute car votre démarche renvoie à un appel à plus de responsabilités et d'ardeur au travail.

2. Je voudrais remercier les membres du jury qui ont accordé leur choix sur ma modeste personne ; mais aussi et surtout exprimer mes sentiments de reconnaissance à l'OAPBG, dont l'objectif principal à sa création est de faire la promotion des cadres et compétences sur tout le continent africains. Après le succès retentissant des éditions 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, la 6ème édition que nous célébrons aujourd'hui au cours de cette prestigieuse cérémonie, est encore placée sous le signe de l'excellence et le mérite.

3. C'est avec un grand honneur, mais aussi une lourde responsabilité que je reçois ce Prix Panafricain du Meilleur Avocat d'Affaires Exerçant au Barreau de Paris. Loin de constituer pour moi un moment de répit, cette distinction est un appel à plus de travail, seul et ensemble, afin que l'objectif que votre organisation s'est fixé soit atteint. L'instant est donc solennel, et je mesure d'ores-et-déjà les responsabilités et les défis qui sont désormais les miens.

4. En se donnant

comme objectif de faire la promotion des cadres et compétences sur tout le continent africains, l'OAPBG adhère aux vœux chers de nos pères fondateurs du panafricanisme en tant qu'un mouvement intellectuel et politique entre les personnes qui considèrent les Africains et les peuples d'ascendance africaine comme homogènes ; un ensemble d'idées qui ont mis l'accent sur l'unité culturelle et l'indépendance politique de l'Afrique, de même que le désir de moderniser l'Afrique sur la base de l'égalité des droits et d'accès aux droits, avec pour objectif ultime la réalisation d'une organisation politique et économique intégrée de toutes les nations et peuples d'Afrique. Le cœur de son principe consiste en la certitude que les peuples d'Afrique et de la diaspora partagent une histoire et une destinée commune, et que leur progrès social, économique et politique est lié à leur unité.

5. De nos jours, la "rédemption de l'Afrique" renvoie à la fois à une vision sociale, économique, culturelle et politique d'émancipation des Africains, et vise à unifier les Africains du continent et de la diaspora africaine en une communauté africaine mondiale. Il va sans dire que j'en sois donc très honoré lorsqu'on se rappelle que le premier congrès panafricain s'est tenu à Londres en juillet 1900, à l'initiative de Maître Henry Sylvester Williams, avocat au Barreau Anglais de Trinité et conseiller aux Indigénistes, actuel Ghana.

6. Dans cette dimension universaliste, ô combien noble du panafricanisme, le rôle et la responsabilité de l'avocat conseil, doivent se concevoir aux vraies antipodes de la neutralité. Ainsi, tout comme son parent la négritude, le panafricanisme est un engagement, et toute idée de neutralité cacherait une lâcheté qui a honte à s'avouer, dans la mesure où la raison humaine est jugement et le cœur humain doit être parti pris. Comment pouvoir voir l'injustice et passer son chemin ? Porter une part du malheur des autres est une responsabilité qui s'assume, mais parler le



langage de la neutralité, c'est épouser la thèse de l'hypocrisie qui consiste à dire aux uns qu'ils ont raison, et aux autres qu'ils n'ont pas tort, comme le disait mon célèbre confrère du Barreau de Lubumbashi Me Moukanga.

7. L'avocat doit donc rencontrer, au cours de sa carrière, une cause



humaniste qu'il doit épouser ; l'idéal pour lequel il devrait désormais vivre. C'est pourquoi mon cabinet a considéré qu'il fallait donner un peu de son temps à la cause panafricaniste. Nous conseillons et représentons des entreprises, ainsi que des individus, en droit des affaires, notamment le droit de la propriété intellectuelle, (propriété littéraire et artistique, propriété industrielle, droits médias et droit du sport, droit de l'informatique) avec la double pratique de conseil et du contentieux.

8. Nous avons donc choisi de porter, avec fermeté et fierté d'ailleurs, « le malheur » de la grande masse des peuples africains et togolais, en épousant la cause de NW TV qui se distingue aujourd'hui par l'édition d'une chaîne Africaine pour les Africains. Sommes-nous capables de créer une chaîne panafricaine qui réponde aux besoins des Africains ? Quid du prix de l'abonnement excluant de facto le plus grand nombre de l'accès au contenu de

qualité dit PREMIUM ? Quid de la barrière de la langue et des productions locales ?

9. Je puis donc affirmer que c'est aujourd'hui une grande fierté pour moi de savoir que nos conseils ont participé à aider NWTV à gagner ce qu'il est convenu d'appeler « le pari de Doha 2022 », l'alliance de la télévision « Free to air » et payante, dont l'enjeu principal était d'une part, l'accessibilité du public aux contenus de qualité et les plus importants, et d'autre part, que la télévision payante doit être moins chère et plus accessible, la télévision gratuite étant essentielle pour les couches sociales qui n'ont pas les

moyens de s'abonner : ces deux mondes, gratuit et payant, doivent cohabiter plutôt que de s'opposer.

10. La coupe du monde étant le summum des compétitions de football, NWTV avait l'impérieux devoir de faire en sorte que les meilleurs matchs soient accessibles au plus grand nombre de public et en langues locales, notamment l'Ewe, le Lingala, le Wolof et le Bambara. C'est une fierté que c'est une société panafricaine qui a réussi à faire avancer la réflexion des instances internationales sur ce point et à faire démentir ceux qui pensent, à tort d'ailleurs, que les Africains ne sont pas capables de gérer les droits médias sportifs.

11. En tout état de cause, NW TV a réalisé une performance jamais atteinte en distribuant des sous-licences à plus d'une quarantaine de pays, les images et le son ayant été produits et réalisés depuis Doha, Paris et Lomé. Comme vous le savez certainement, après la coupe du monde

masculine Qatar 2022, la coupe du monde féminine Australie-Nouvelle-Zélande 2023 arrive sur NW TV. Suivront également toutes les compétitions des nations UEFA y compris l'Euro 2024, l'Euro 2028, toutes les ligues des nations ainsi que tous les matchs impliquant les équipes nationales Européennes jusqu'en 2028, ce qui suscite beaucoup d'admiration à bien des égards et dans les sphères les plus élevées de la gouvernance mondiale.

12. Depuis Doha où il séjournait pour la finale de la coupe du monde 2022, le président du Togo, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé s'est émerveillé en ces termes: « Une surprise, quand nous avons appris la nouvelle. Parce qu'on croyait que les droits de retransmission étaient la chasse gardée des grandes chaînes internationales. Nous avons eu la chance que New-World TV soit sélectionnée. Je salue la qualité du projet qui leur a permis de remporter ce qui était prévu dans cette compétition..... Je suis heureux de constater que New-World TV a montré l'originalité de son projet avec des diffusions dans les langues africaines. Aussi, la qualité des analyses, des éditoriaux. Tout était de très bonne facture qui n'a rien à envier à ce qui se fait sur d'autres chaînes ».

13. Je ne saurais terminer mon propos sans dire mon salut patriotique à Madame Sandra Ahoefavi Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République du Togo, au Colonel André Dokissime Gnama Latta, Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) au Togo et de la Société Aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT) et à M. Nimonka KOLANI, directeur Général de NWTV ainsi que les promoteurs de la Chaîne. C'est ensemble et dans l'expression soutenue et conjuguée de nos forces que nous saurons relever les défis que nous lance à cet instant même l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance, l'accélération de l'Afrique en marche.

Je vous remercie de votre attention

La PA Yawa Tsègan Djigbodo clos la deuxième session de l'année

Un bilan d'étape fait objet de 36 projets de lois adoptés

En 2022, l'Assemblée nationale a adopté trente-six lois, dont vingt-trois pour le compte de la deuxième session ordinaire de l'année, a annoncé la présidente de cette institution, Yawa Tsègan Djigbodi lors du discours de clôture de cette session, le mardi 27 décembre à Lomé.

Les lois adoptées, selon le bilan d'étape, concernent la loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sécuritaire ; la loi de finances rectificative, exercice 2022 ; la loi uniforme relative à l'activité d'affacturage dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les députés ont également adopté la loi portant modification du Code de sécurité sociale et du Code des personnes et de la famille ; la loi portant modification du nouveau

Code pénal ; la loi portant modification du Code du travail ; la loi portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo et les 11 lois portant ratification des ordonnances prises sous l'habilitation législative accordée au gouvernement dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. La loi de finances exercice 2023 ; la loi portant Orientation des transports et la loi portant nouveau Code de justice militaire ainsi que la loi



portant statut des personnels et des auxiliaires des juridictions militaires ont été aussi votées.

« Les projets de loi déposés, dont les contenus, aussi divers soient-ils, conservent comme l'épine dorsale, la vision du président de la République, Faure Gnassingbé de faire du Togo un pays uni, paisible et prospère », a indiqué la présidente de l'Assemblée nationale. Elle a

précisé qu'après quatre mois de travaux législatifs, pour cette deuxième session, « nous avons eu de très nobles et remarquables moments de démocratie ».

Mme Tsègan a exprimé sa reconnaissance aux membres du bureau de l'Assemblée nationale pour le soutien à l'action de gestion de l'institution parlementaire. « Le parlement étant le creuset de la confrontation des idées,

mais aussi la manifestation de l'essence délibérative de notre démocratie, il est à noter qu'au cours de la session qui s'achève, les présidents des différents groupes parlementaires ont maintenu un esprit de dialogue en exprimant sereinement leurs convictions dans le respect de nos institutions et valeurs de la République », a-t-elle mentionné.

Eu égard à la diplomatie parlementaire, la présidente de l'hémicycle a souligné qu'avec la reprise des activités à la sortie de la crise sanitaire, qu'il y a une intensification des réunions au sein des assemblées interparlementaires marquées par une nouvelle ère de raffermissement et de diversification des relations de coopération. « Il nous faut saisir ces formidables opportunités de mutualisations des efforts pour relever les défis qui nous interpellent tous », a conclu Mme Tsègan.

Vers la mise en place d'une cour martiale au Togo

Mieux comprendre l'intérêt, la portée et les innovations apportées au nouveau code de justice militaire

Les projets de lois portant modification de la loi 2016 du nouveau Code de justice militaire et celui portant statut des magistrats et auxiliaires des juridictions militaires ont été adoptés à l'Assemblée nationale, le mardi 27 décembre à Lomé.

La loi n° 2016-008 du 21 avril 2016 portant nouveau Code de justice militaire nécessite, pour son application effective, une modification au niveau des juridictions militaires. Cette modification est intervenue sur plusieurs points, entre autres, la composition du Tribunal militaire suivant la nature de l'infraction et le grade de l'accusé ; la composition des membres et assesseurs des chambres correctionnelles, d'une part et la composition des jurés au niveau des chambres criminelles, d'autre part. Elle a aussi traité aux règles de compétence (compétence exclusive du Tribunal militaire en certaines matières, règles de dessaisissement des juridictions de droit commun

au profit des juridictions militaires) ; à la composition du ministère public au niveau des premiers et deuxièmes degrés ; à l'institution en matière d'information judiciaire de l'obligation de délivrance des commissions rogatoires.

Les modifications ont été apportées sur 34 articles. Il s'agit des articles 3, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 36, 38, 40, 41, 43, 47, 48, 49, 58, 62, 65, 74, 76 et 92.

Les députés ont étudié également la loi portant statut des magistrats militaires. Cette loi va permettre d'opérationnaliser ces juridictions militaires en réglant le statut des ressources humaines nécessaires à leur fonctionnement. Elle comporte six titres. Le premier porte sur les dispositions communes, notamment le recrutement par voie de concours des personnels des juridictions militaires, les magistrats, greffiers et secrétaires. Le



deuxième a trait au statut des magistrats et traite des modalités de leur recrutement et formation, de la discipline, de leur notation et avancement et de leurs droits, surtout du régime des indemnités.

Le titre 3 est consacré aux greffiers. Il comporte les mêmes rubriques que pour les magistrats. Le quatrième concerne des appariteurs et

secrétaires. Il traite les mêmes droits et obligations que pour les greffiers. Le cinquième titre porte sur les dispositions transitoires et le dernier sur les dispositions finales.

L'adoption de ce code de justice militaire rend nécessaire, pour la mise en place des juridictions militaires, que soit adoptée une loi sur le statut des

magistrats et auxiliaires des juridictions militaires sans laquelle ces juridictions ne sauraient fonctionner. De telles juridictions prévues par la loi qui définit leur domaine de compétence doivent, dans le contexte sécuritaire actuel, être en mesure d'accomplir pleinement leur mission.

L'émissaire du gouvernement, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Pius Agbétomey a salué l'accompagnement ou la contribution de la représentation nationale pour l'instauration de l'Etat de droit dans le pays. Il a exprimé la reconnaissance du gouvernement aux députés pour leur soutien à la modernisation de la justice.

Pour la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Tsègan Djigbodi, les modifications apportées à ce code couplées de l'adoption de la loi portant statut des magistrats constituent un ensemble de mesure qui participe quotidiennement au bon fonctionnement du service public de la justice militaire. « Nous espérons qu'avec les outils que nous venons de mettre en place, cela contribuera à améliorer davantage l'efficacité de notre armée », a-t-elle dit.



Pour une filière café Cacao compétitive et durable

La chefferie traditionnelle mise à contribution

La grande salle de réunion du Grand Hôtel du 30 août à Kpalimé, a servi de cadre ce lundi 26 décembre 2022 à une rencontre qui a regroupé les ministres Kodjo ADEDZE et Dodji Komla KOKOROKO, respectivement chargés du commerce, de l'industrie et de la consommation locale et des enseignements primaires, secondaire, technique et de l'artisanat, le secrétaire général du comité de coordination pour les filières café et cacao et les chefs traditionnels de Kloto.



Organisée par le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale par le biais du comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) sur l'initiative du Chef de l'Etat, cette rencontre a pour objectif d'impliquer davantage les chefs traditionnels de la zone de

production de café et cacao dans l'ensemble des réflexions menées pour une meilleure organisation de la filière.

Garants des us et coutumes, les chefs traditionnels constituent un maillon essentiel de la chaîne de valeurs café et cacao. Non seulement, ils

sont eux-mêmes producteurs, mais aussi mobilisateurs et organisateurs des acteurs de la filière café et cacao. « C'est pour cette raison que nous avons cru bon de les rassembler et les sensibiliser suffisamment pour qu'ils puissent mieux encadrer les autres producteurs et leur

rappeler l'intérêt ainsi que l'enjeu de la relance économique post-covid19 pour le Togo en général et le grand Kloto en particulier » a laissé entendre le Ministre ADEDZE. « Monsieur le Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE a effectué plusieurs fois le déplacement de cette grande région pour mieux connaître les réalités du terrain. A ces occasions, les Chefs traditionnels lui ont adressé des sollicitations parmi lesquelles il faut noter entre autres, l'appui aux producteurs de café et cacao, la construction d'infrastructures marchandes et routières, etc. A cet effet, des dispositions ont été prises relativement à la réhabilitation desdites infrastructures devant faciliter le déplacement des producteurs de même que le transport de leurs produits en toute sécurité et d'autres mesures pour une filière café-cacao plus compétitive et durable. Ce sont ces belles avancées que nous avons voulu relayer au niveau des chefs traditionnels », a-t-il précisé.

Le secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao, Monsieur Enselme GOUTHON, pour sa part, a

souligné la pertinence aujourd'hui, d'associer davantage les chefs traditionnels dans l'ensemble des réflexions à mener dans le secteur café et cacao en répondant ainsi à la volonté du Gouvernement togolais de bâtir des secteurs d'activités à forts potentiels, inclusifs et créateurs d'emplois durables et décents.

Togbui Dzédo V, Chef canton de Womé, a, au nom du Conseil des chefs traditionnels de Kloto, adressé ses vifs remerciements au Chef de l'Etat pour son soutien indéfectible à la filière café et cacao. Il a saisi l'occasion pour inviter la population à s'investir massivement dans la production de café et cacao qui représentent aujourd'hui un ensemble d'opportunités pour les jeunes et les femmes.

La rencontre de Kpalimé a été l'occasion, pour les membres du Gouvernement de présenter les meilleurs vœux du chef de l'Etat pour l'année 2023, à la Chefferie traditionnelle.

La rencontre a connu la présence du Préfet de Kloto, Assan Koku Bertin, du Maire de la commune de Kloto 1, Winny Yawo Dogbatsè et de celui de Kloto 2, Abotsi-Dzégbla Mensah.

FISCCA-RH, un cabinet de référence au Togo

Le cabinet FISCCA-RH, entendu Fiscalité, comptabilité, contrôle-Audit et management des ressources humaines est l'un des rares cabinets dont les prestations excellentes font l'unanimité et attire davantage les regards. Il est l'un des meilleurs identifiés en cette année 2022.



Faire recours au cabinet FISCCA-RH c'est l'adopter comme partenaire car mettant la satisfaction des usagers et clients par devant tout. En tout cas, dans l'approche de recoupement de niveau de satisfaction dans ses prestations entreprises par le Journal Vision d'Afrique dans un sondage d'opinion laisse présager une opinion qui va au-delà des attentes.

Mieux connaître le cabinet FISCCA-RH

Le Cabinet FISCCA-RH Fiscalité, Comptabilité, contrôle Audit et Management des Ressources Humaines prestations.

Il est spécialisé dans

plusieurs domaines de prestations de services parmi lesquels :

L'audit et l'Expertise comptable ;

L'assistance comptable, fiscale et sociale ;

Le management des organisations ;

Le renforcement des capacités opérationnelles ;

Les études et Conseils

Ayant pour slogan « Notre ambition, votre croissance ! »,

FISCCA-RH S.A.R.L U (fiscalité, comptabilité, contrôle-Audit et management des ressources humaines), est un cabinet

spécialisé en gestion administrative, gestion de projets, conseils, études et formation professionnelle. Il met à disposition des Dirigeants de sociétés et des Gestionnaires de Projets un ensemble de curricula pour les outiller à atteindre leurs objectifs dans le respect du temps et des procédures. Disposant d'une équipe d'experts qualifiés et professionnels, composée de Coachs, Consultants, Formateurs spécialisés, FISCCA-RH s'engage toujours à obtenir les meilleurs résultats pour satisfaire au mieux les attentes de ses clients ; la satisfaction de ces derniers



constituant la réussite de ce jeune cabinet qui s'impose partout besoin dans la rigueur de ses prestations ! Du haut de ses cinq (5) ans d'existence, FISCCA-RH parlent beaucoup par son bilan, bilan sur lequel nous reviendront avec des chiffres clés.

Il a pour slogan "Notre ambition, votre croissance"

C'est justement ce qui a motivé son choix par les plus hautes autorités qui lui ont confié la formation des opérateurs économiques. Ce dernier acte en date publique comptant pour l'année 2022 de FISCCA-RH prouve à suffisance combien l'on peut faire confiance aux prestations de FISCCA-RH. La clôture desdites formations a eu lieu à Tsévié

chef lieux de la Région maritime.

« La détermination des coûts : savoir fixer les prix des produits et services ». C'est le thème central d'une formation organisée par la Chambre du commerce et d'industrie du Togo au profit des opérateurs économiques des cinq (05) régions économiques du pays où le Cabinet FISCCA-RH a encore fait parler par son savoir-faire. Il s'agit d'un grand séminaire, tournée du pays, qui a eu lieu dans les chefs-lieux des 5 régions suivant un calendrier bien établi en partant de Dapaong chef-lieu de la région des savanes au nord Togo du 07-09 novembre 2022 pour prendre fin à Tsévié (chef-lieu région maritime) du 21 au 23 novembre 2022.

L'ONG ATIR de Noel De Poukn assure la fête de Noël à 1000 orphelins

L'ONG Action des Tropiques pour l'Intégration Rurale (ATIR) a assuré la fête de Noël à plusieurs orphelins à travers tout le pays. Les membres du bureau exécutif avec à leur tête Noel De Poukn, Président du Conseil d'Administration de cette ONG, ont procédé au cours de la semaine à la remise de don à six orphelinats afin de permettre à un millier d'orphelins de fêter dans de bonnes conditions. Les dons ont été remis aux 6 responsables d'Orphelinat à travers une cérémonie tenue au Centre d'orphelinat La Renaissance de Zanguéra

dans la commune de Agoényivé 5.

Il s'agit de l'ORPHELINAT SAINTE MONIQUE dans la Région des Savanes, l'Orphelinat REGINA DE PAGOUDA dans la Région de la Kara, l'Orphelinat AVE DE SOTOUBOUA dans la Centrale, Orphelinat AURORE D'AVETONOU dans les Plateaux, l'Orphelinat AMEPT dans la Région Maritime et le Centre d'Orphelinat RENAISSANCE de Lomé Commune.

La rencontre avait un seul objectif permettre à ces orphelinats à travers la

remise de sommes d'argent et de vivres composés de sacs de riz, de pâtes alimentaires de l'huile, des tomates etc) et non vivres (jouets pour enfants) à 1000 enfants issus de ces centres pour enfants orphelins, de fêter dans de très bonnes conditions la fête de la nativité.

Ainsi, chaque représentant d'orphelinat est reparti avec une enveloppe de 500 000 F pour organiser la fête de Noël aux orphelins pensionnaires de ces centres. Au total, un montant de 3 000 000 F a été remis à ces six centres pour le compte de

1000 orphelins.

Dans son allocution, le PCA Noel De Poukn a situé l'évènement dans son contexte et expliqué les réelles motivations qui sous-tendent son action.

Il est souvent compliqué pour les enfants orphelins de jouir de la fête au même titre que les enfants dont les parents sont encore en vie a-t-il souligné. Notre devoir c'est d'aider ses enfants à oublier leur statut d'orphelin.

Il a indiqué que son ONG a l'habitude de faire ce genre d'action et a promis d'être toujours présents aux côtés de ces couches vulnérables

chaque fois que l'urgence se fera sentir.

Aussi bien les représentants des orphelinats que les enfants bénéficiaires du Centre d'orphelinat La Renaissance n'ont pas caché leur satisfaction. Ils ont exprimé leur gratitude à l'ONG ATIR et ont formulé le vœu que ce genre d'actes humanitaires se perpétuent.

En rappel, ONG ATIR est spécialisée dans des actions sociales à caractère humanitaire. Elle oeuvre également dans le développement des communautés rurales.

Diffusion des statistiques officielles

Les acteurs du système ont validé le document de politique nationale

85 acteurs du système statistique national de l'INSEED (Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques) sont en atelier de validation du document de politique de diffusion des statistiques officielles depuis mardi 27 décembre 2022 à Lomé. Les travaux de cet atelier seront organisés de façon méthodique c'est-à-dire qu'il y aura une présentation du projet de document qui sera suivie de discussion et après un groupe de travail sera fait avant validation du document final.

L'objectif de cet atelier, selon le secrétaire général de l'INSEED est d'examiner et de valider le projet de document de politique de diffusion des statistiques officielles et ceci, avant sa mise en œuvre par les différents acteurs du SSN (Système Statistique National).

« Il faut d'abord rappeler que pour permettre au système statistique national (SSN) de disposer d'un document de politique de diffusion des statistiques officielles, des informations avaient été collectées auprès des différentes structures sectorielles. Ces

informations collectées ont permis d'élaborer un document dans lequel un diagnostic du système de production et de diffusion des statistiques officielles a été posé. Les différentes

politique de diffusion des statistiques officielles aux participants. Cette

présentation sera suivie de discussions. Les participants seront répartis ensuite en groupes de travail pour



actions à mener dans le respect des normes et standards en matière de diffusion des statistiques officielles ont été également proposées » a souligné Tchiou ANIMAOU, le secrétaire général de l'INSEED.

Au cours de l'atelier de validation, il est d'abord prévu une présentation du projet de document de

procéder à l'examen du document. Enfin une plénière sera organisée pour recueillir les observations de chaque groupe et procéder à la validation du document final.

En effet, cet atelier va permettre aux experts d'étudier le document et après passer à sa validation. Dyen GUEMA, directeur du Management de

l'information statistique parle un peu du document de politique de diffusion des statistiques officielles.

« Le document en question révèle, dans sa première partie, l'existence de pratiques à améliorer ou à corriger tout en dégagant les points forts et faibles du système en place. La deuxième partie du document propose une politique de diffusion axée

concrètes, des règles claires et des conduites à mener en rapport avec les pratiques de diffusion des statistiques officielles. Les règles se résument pour l'essentiel à l'accessibilité universelle à l'information d'une manière simultanée pour tous les utilisateurs et dans le strict respect de la confidentialité des informations individuelles selon un calendrier de diffusion prédéfinie et un système de suivi des délais de diffusion » a laissé entendre Dyen GUEMA, directeur du Management de l'information statistique.

La dernière partie, devrait-il ajouter, traite des conditions de réussite de la mise œuvre de la présente politique. En définitive, les pratiques proposées dans ce document sont réalisables à condition que l'ensemble des parties prennent les mesures chacun en ce qui le concerne.

Rappelons que conformément au décret n°2015-020/PR du 24 février 2015. L'INSEED a pour attributions d'assurer la coordination technique des activités du SSN, de réaliser les activités de production et de diffusion des données statistiques pour les besoins du Gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des chercheurs, des partenaires au développement et du public.

Budget communal du Golfe 7

Les travaux prennent fin demain

Le Conseil municipal du Golfe 7 a adopté, ce mardi 27 décembre au cours de la 5ème séance de la 4ème session ordinaire au titre de l'année 2022, le projet de budget exercice 2023.

Pendant plusieurs jours, les élus locaux se sont attelés à l'étude du budget primitif exercice 2023 avant son adoption ce mardi au cours d'une assise présidée par le Maire Monsieur Aimé Koffi DJIKOUNOU, en présence des Adjointes au

Maire, des Distingués Conseillers municipaux, du Secrétaire général, Monsieur DEGBEY Kodzo et des Chefs de services municipaux.

Le budget prévisionnel de la commune du Golfe 7 au titre de l'année 2023 est équilibré en recettes et en dépenses à la somme globale de sept cent soixante-quatorze millions six cent quarante-et-un mille deux cent soixante-dix-sept (774 641 277) francs CFA. Il présente en fonctionnement

cinq cent cinquante-deux millions neuf cent mille quatre cent dix-huit (552 900 418) Francs, soit 71,38% du budget, et en investissement deux cent vingt-et-un millions sept cent quarante mille huit cent cinquante-neuf (221 740 859) francs, soit 28,62% du budget.

Selon les premières autorités, les investissements prévus pour l'amélioration des conditions



de vie des populations toucheront essentiellement la construction d'infrastructures éducatives et sanitaires, les travaux de la voirie, la modernisation des marchés de la commune

etc. Les travaux de ce dernière réunion de l'assemblée locale pour le compte de l'année 2022 prendront fin le vendredi 30 décembre prochain.

Mobilisation des acteurs nationaux sur l'utilisation des armes explosifs

La WILPF-Togo fermement engagée

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF-Togo) son engagement de lutte contre les armes explosives. Un atelier de formation et de mobilisation des acteurs nationaux sur l'utilisation des armes explosive s'est tenu le 21 décembre 2022 à Lomé. Une rencontre qui vient une fois encore témoigner l'engagement de WILPF-Togo à intervenir dans les coins et recoins du pays dans la mesure où au regard des multiples menaces qui n'épargnent aucune localité, WILPF-Togo est une alternative crédible. Ceci est une

evidence pour prévenir les nombreuses victimes qu'il génère.

L'atelier de Lomé a regroupé des représentants des ministères, des animateurs et des organisations non gouvernementales (ONGs). Il vise à amener ces derniers à mieux connaître, comprendre et se rendre compte de ce qu'est réellement les armes explosives et les enjeux liés à leur utilisation. En outre, la rencontre dispose pour idéal de les conduire à comprendre la déclaration internationale politique des acteurs nationaux et de les

exhorter d'adhérer à celle-ci.

C'est dans cette optique que Mme Idrissou-Traoré, épouse Djobo, présidente de WILPF-Togo a fait remarquer que "la finalité de ce énième rendez-vous dans le combat sans commisération contre ces armes destructrices est de faire que les acteurs puissent prendre connaissance de leurs graves inconvénients suite à leurs usages".

Plus spécifiquement, il s'agira entre autres, au cours de l'atelier du 21 décembre dernier de susciter un engagement du gouvernement au niveau national et international en



vue de son adhésion à la déclaration politique et de mobiliser puis impliquer les acteurs nationaux des OSC dans la lutte contre l'utilisation des armes explosives.

Le secrétaire exécutif de la Commission nationale de lutte contre la Prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre (CNPAL) était le principal orateur de cette

formation. Au regard de sa minutieuse et finesse connaissance de la question des armes et plus particulièrement des armes explosive, les participants sont sorti satisfaits et mieux édifiés sur la question.

Vivement que les enseignements de cette rencontre édifie les uns et les autres pour prémunir le Togo des affres des armes explosives

Nuit des Droits de l'Homme

L'ONATEPH de l'honorable Gaetan Ahoomey-Zunu honoré meilleure OSC militante pour les droits des personnes handicapées

L'honorable Gaetan Ahoomey-Zunu est à n'en point douter l'un des acteurs de l'année 2021. Et pour cause, il a fait encore parler de lui lors de la soirée de remise des prix de reconnaissance aux acteurs qui se sont fait remarquer dans la protection des droits humains.

La somptueuse grande salle de l'hôtel Sarakawa était le cadre dédié à cette cérémonie grandeur nature qui honore le mérite. Tous les acteurs présents étaient unanime la reconnaissance faite à l'ONG de monsieur Gaetan Ahoomey-Zunu faisant de lui l'une des figures de proue de l'année 2022 identifiés par le journal Vision d'Afrique.

L'Organisation Nationale pour l'Accessibilité, le Travail et l'Emploi des Personnes Handicapées du Togo (ONATEPH) dont le promoteur n'est rien d'autre que l'honorable député Gaetan Ahoomey-Zunu a été primée dans la catégorie meilleure OSC de l'année militante pour le droit des personnes handicapées.

L'honorable député n'a pas fait mystère son enthousiasme lors de cette soirée. En recevant ce prix de



meilleur acteur dans la catégorie du droit des personnes handicapées, il a témoigné sa gratitude aux organisateurs pour la reconnaissance faite aux acteurs qui lutte pour les droits humains. C'est un sentiment de fierté parce que les personnes handicapées sont reconnus et sont parmi des personnes non handicapées dans ce genre de cérémonie. A-t-il dit.

« Ensuite c'est un sentiment de gravité parce que beaucoup de personne en situation du handicap sont toujours marginalisées et ont besoin qu'on leur tende la main et ce trophée

vient me rappeler que le travail n'est pas terminé. Le travail doit être accéléré pour que chaque personne handicapée sur le territoire national puisse se dire que j'ai la dignité, je suis pris en compte puis je suis heureux là où je fais mes activités », a-t-il indiqué.

L'honorable Gaetan Ahoomey-Zunu ajouté que c'est aussi, un sentiment d'encouragement, pour dire que « ce que nous faisons est encouragé et valorisé ».

L'honorable confie que pour ses perspectives, il va travailler avec les populations, les plus hautes autorités de la République qui sont particulièrement sensible à la thématique du handicap et ceci dans l'esprit de l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. « Nous avons des projets qui sont là notamment les communes accessibles à tous », laisse entendre le député.

C'est la troisième fois que l'Organisation Nationale pour l'Accessibilité, le Travail et l'Emploi des Personnes Handicapées du Togo (ONATEPH) obtient le prix meilleur acteur dans la catégorie du droit des



personnes handicapées. La première fois c'était en 2017, la deuxième fois en 2020 et cette fois-ci en 2022.

« Ce qui est formidable, c'est que la Nuit des Droits de l'Homme, choisit les membres du jury chaque année, ce sont des personnes averties qui connaissent la société. D'avoir été lauréat de ce prix avec trois jury différents, cela veut dire que l'action que nous menons de façon endogène doit se poursuivre et cela va porter de meilleurs fruits. Dans tous les cas, ce que nous faisons, c'est pour l'intérêt général », a déclaré l'honorable Gaetan

Ahoomey-Zunu.

Mieux connaître l'ONATEPH

L'Organisation Nationale pour l'Accessibilité, le Travail et l'Emploi des Personnes Handicapées du Togo (ONATEPH-Togo) est le Réseau des acteurs du Handicap et de la Cohésion Sociale.

Créée par des personnes handicapées et non handicapées depuis bientôt 8 ans, l'ONATEPH-Togo intervient pour les droits et devoirs des personnes handicapées : éducation inclusive, formation professionnelle, travail, emploi et accessibilité universelle pour une meilleure cohésion sociale et un développement harmonieux du Togo.

Durant l'année 2022 l'organisation a mené plusieurs actions qui lui valent le prix du meilleur acteur dans la catégorie du droit des personnes handicapées.

L'édition de cette année de la Nuit des Droits de l'Homme est placée sous le thème « Face à la menace de l'extrémisme violent et du terrorisme, renforçons la promotion des droits de l'Homme ».

M. Issa Mouhamed, Président de l'UCRM a marqué l'année 2022

Il est indubitablement l'un des meilleurs acteurs de l'année. Et ce n'est pas pour rien. En effet environ 7 mois après sa prise de fonction à la tête de l'Union des Chambres régionales de Métiers (UCRM) tout le monde peut s'apercevoir des innovations entreprises qui porte d'une manière ou d'une autre sa signature. Une évidence car disait-il lors d'une sortie publique «

Nous devons comprendre que notre métier a de la valeur ».

Ceci témoigne de son engagement à mettre l'artisanat au centre des enjeux de développement au Togo. Il est l'une des figures de proue du ministère délégué chargé de l'enseignement technique et de l'artisanat. Leurs idées des deux hommes se joignent en termes

d'innovation

Pour obtenir le gain de cause de cette politique ambitieuse, M. Issa a dû affronter durement des positions hostiles. Avec lui, la vertu va prendre définitivement le pas sur le vice.

Connu pour sa discrétion et son humilité, il s'est toujours exprimé par ses allures d'artisan



talentueux pour diriger l'UCRM.

Sa nomination très remarquée va susciter un

changement de paradigme dans la conduite aussi bien sur sa forme et sur le fond des affaires dans à l'UCRM. Un vent de renouveau va souffler à l'UCRM avec un prisme à travers lequel le nouveau président considère son environnement en donnant à ses administrés une feuille de route claire avec un fil directeur.

Contre vent et marée, c'est en kamikaze par contre qu'il sert toujours la cause publique en allant à l'assaut des artisans indécents et mafieux à travers une lutte implacable.

BONKOUNGOU DISTRIBUTION se positionne à Lomé

Des Equipements de qualité et à moindre cout pour vos projets de grandeur

Le ministre du Désenclavement et des pistes rurales TCHEDE ISSA a inauguré ce samedi 17 décembre à Lomé l'entreprise BONKOUNGOU DISTRIBUTION en abrégé BKG.

BKG filiale du Groupe EBOMAF se spécialise dans la distribution des produits tels que, des matériels destinés aux secteurs du génie civil, des matériels

pour la jeunesse africaine d'accompagner les autorités dans la lutte pour le développement de l'Afrique, qui regorge une main d'œuvre qualifiée et des compétences pour faire face à nos besoins.

« C'est dans cet esprit que le promoteur de ce grand projet, le Directeur Général Bonkougou Bassirou, compte mettre à l'épreuve la jeunesse dans son ensemble

Gouvernement afin d'améliorer l'environnement des affaires et attirer plus d'investisseurs au Togo. Le Ministre Tchede Issa a salué la mise en service de ce joyau qui s'inscrit parfaitement dans la vision du Chef de l'Etat pour les secteurs agricole, du désenclavement et des pistes rurales ainsi que de l'eau «Pour atteindre les objectifs relatifs à l'amélioration de la

femmes de notre pays. Pour inverser la tendance, il est prévu la création des centres régionaux de mécanisation agricole au niveau national avec leur opérationnalisation centrée sur un partenariat public-privé dans la conduite

des terres agricoles de type ZAAP», a-t-il laissé entendre avant de rassurer de la réussite dudit projet. «Par ailleurs, il convient de souligner que BKG Distribution s'est récemment illustré dans



miniers et des carrières, du matériel et des intrants agricoles pour rendre plus industrielle l'Agriculture au Togo. Des véhicules destinés à la location et la vente, tous provenant des USA, de l'Europe et d'Asie.

Au Togo, BKG se situe dans le prolongement de la jonction du petit contournement et l'Aéroport Gnassingbé Eyadema et le grand contournement de Lomé.

Selon Bonkougou Salimata, DG BONKOUNGOU DISTRIBUTION, il est temps

», a-t-elle indiqué.

L'entreprise, BONKOUNGOU DISTRIBUTION, inaugurée dispose d'un Parc de vente, de location et de réparation de machines et véhicules de plusieurs marques.

Le ministre du Désenclavement et des pistes rurales TCHEDE ISSA qui a inauguré l'entreprise s'est réjoui de l'initiative.

Selon le gouvernement le choix de BKG Distribution de s'installer au Togo est le fruit des réformes opérées ces dernières années par le

productivité et des rendements agricoles, l'accent est mis sur un certain nombre de leviers au rang desquels figurent en bonne place la mécanisation agricole, le désenclavement et les pistes rurales ainsi que la maîtrise de l'eau. En effet, concernant la mécanisation agricole, elle demeure à ce jour un des maillons faibles du développement agricole dans notre pays. Le taux de mécanisation agricole reste l'un des plus faibles de la sous-région, rendant donc moins attrayant le secteur surtout pour les jeunes et



des opérations de vente de matériels agricoles, de location de matériels agricoles, le prestation de service de mécanisation agricole, de maintenance de ces matériels ou encore la formation des acteurs. Les actions préalables déjà entreprises sont : L'évaluation des besoins des producteurs en matériels agricoles; la réalisation d'étude de structuration des centres de mécanisation; l'élaboration d'une stratégie de mécanisation agricole; et pour couronner l'ensemble de ces actions, une agence de transformation agricole a été créée et chargée de travailler sur 5 domaines prioritaires, parmi lesquels la mécanisation agricole. L'irrigation et l'aménagement

l'accompagnement de notre pays à travers la fourniture d'engrais au fort moment de la pénurie de cet intrant au cours de la campagne passée et la mobilisation de matériel agricole pour la réalisation des zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) de grande envergure notamment de l'agropole de la Kara et sur des chantiers, où plusieurs marchés ont été résiliés à cause de la vétusté voir l'absence de matériels et engins BTP en bon état de location ou de propriété», a-t-il souligné. Dès sa création, BONKOUNGOU DISTRIBUTION (BKG) s'inscrit dans la perspective d'expansion et de diversification des activités du Groupe EBOMAF dont elle est une filiale.

BONKOUNGOU DISTRIBUTION

DES ÉQUIPEMENTS DE QUALITÉ ET À MOINDRE COÛT POUR VOS PROJETS DE GRANDEUR !

10 BP 13295 Cotonou 10
bonkougoudistribution@gmail.com
+228 25 65 56 15 / 70 20 05 22

Siège social 10 BP 13295 COTONOU 10 Parcelle 10 Lot 13 Secteur ND
Armedissement 11 rue Avenue de la division de la région de l'Est au 56A-D-Residence
BOCM N° : 08 0014 2020 M 6447 - ITU N° : 00130782 V / BEU / DG - Ouaga 06

BONKOUNGOU DISTRIBUTION, Filiale du Groupe EBOMAF



Continuons d'avancer en 2023

En 2022, nous avons avancé à vos côtés. En 2023, nous irons, ensemble, encore plus loin. Quels que soient les projets ou les défis qui vous attendent...

Une chose est sûre : nous serons encore à vos côtés pour vous aider à avancer toujours plus loin.

Bonne année 2023
L'équipe TOGOCOM

Togocom

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



LA NUIT DE L'ANGE RAPHAËL
(Guérisons et Richesse)
avec le prophète Isaac DA-SILVEIRA

31 DÉC 2022
À PARTIR DE **21H**

LIEU : STADE OMNISPORTS DE LOMÉ (TERRAIN DE FOOTBALL)
CONTACTS : 00228 70128585 / 99932080

S.H.J



d'A Vision FRIQUE

Le hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités.

Siège social :
2ème von derrière
EPP Kélégougan
Récépissé :
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo
Tel : 90 11 87 88

**Directeur Général ;
chargé de la publication**
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88
Email :
adamadjronou@gmail.com
Site : www.afrique-vision.com

Rédaction
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Cuidi AMA

Infographie :
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage :
2500 exemplaires